

Commission des comptes de la Sécurité sociale

29 septembre 2020

Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs les Parlementaires,
Madame, Messieurs les Présidents
Monsieur le Secrétaire général,
Monsieur le Directeur,
Mesdames, Messieurs,

Force Ouvrière tient à saluer le travail réalisé par le secrétariat de la Commission en cette période de crise sanitaire qui complique beaucoup les travaux de cette commission et la préparation de la loi de financement de la Sécurité sociale.

Toutefois, la complexité de la situation aurait nécessité la tenue de « réunions techniques » cette année mais encore plus de l'association de la Commission aux premiers éléments d'ordre politique pris par le Gouvernement en amont de la préparation du PLFSS.

FO rappelle que nous demandions depuis des décennies de sortir de la logique purement « maîtrise de la dépense » pour s'intéresser également au volet « recettes » afin de ne pas faire peser sur les assurés sociaux et les établissements la contrainte de l'équilibre financier.

Nous exigeons, depuis longtemps, la clarification des responsabilités financières entre ce qui relevait de la solidarité nationale – donc de l'impôt, et de la solidarité professionnelle – donc des cotisations. La question de la compensation par l'État des mesures qu'il prend dans les comptes de la SS est aussi un élément important.

Enfin, ces dernières années, au vu de l'amélioration significative des comptes – pour rappel plus de 10 milliards d'excédents prévus pour 2021 en LFSS 2018, FO demandait l'anticipation et la préparation de la résilience du système à d'éventuelles crises.

C'est dans l'urgence que le « Ségur de la santé » s'est déroulé et FO salue les premiers résultats positifs, mais qui sont encore insuffisants au regard des retards accumulés et des besoins auxquels faire face.

Aujourd'hui, le débat sur l'élaboration du PLFSS 2021 doit permettre de revenir à une gestion plus en adéquation avec les besoins de notre pays en matière de santé, et de gestion du Grand Âge. A cet égard, nous regrettons le transfert de la dette sociale à la CADES qui fait ainsi peser l'essentiel du coût des mesures sur les salariés et retraités.

De plus, nous considérons que cela obère toute possibilité de marge de manœuvre pour négocier le financement concret et complet de la dépendance-autonomie.

Quelles mesures de financement pérenne de la dépendance-autonomie comptez-vous mettre en œuvre en plus du milliard annoncé cet été et de la fraction de CSG pour 2024 ?

Nous constatons également que les politiques de transferts vers les complémentaires santé, ainsi que notamment l'instauration du « 100% santé », ont pour conséquence le renchérissement du coût de ces complémentaires posant ainsi la question du reste à vivre pour les moins aisés.

Nous attirons l'attention sur le projet de taxation des complémentaires santé qui nous semble prématuré, au regard du manque de recul sur le décalage du recours au soin.

Pour autant, nous ne considérons pas anormal que les complémentaires santé remboursent la part prise en charge à 100% par la sécurité sociale durant la crise sanitaire, et qu'elles n'ont pas dû compléter.

La réflexion de fond sur le rapport entre régime général et complémentaires santé doit enfin aboutir à des mesures concrètes et équilibrées.

Sur la reconnaissance en maladie professionnelle de la Covid-19 pour les salariés, soignants et non soignants, et notamment des salariés en première ligne qui ont permis la continuité des fonctions essentiels de notre pays, FO demande à ce que les termes du décret que nous estimons extrêmement limitatifs soient revus afin de permettre une juste reconnaissance de ces salariés atteints par cette pathologie.

Sur le congé paternité et d'accueil de l'enfant, FO considère que l'allongement du congé va dans le bon sens et nous replace dans la moyenne des pays européens. Toutefois, cela reste insuffisant pour réellement atteindre l'égalité femme-homme, initier un véritable lien entre le père et l'enfant, ainsi que l'épanouissement de l'enfant dès les premiers jours.

Nous considérons que le Gouvernement devrait retirer purement et simplement la réforme des retraites et celle de l'assurance chômage.

Enfin, FO considère qu'un débat complet devrait avoir lieu sur la place et le rôle de la Protection Sociale collective et son financement dans notre pays, dans le respect des fondamentaux de la Sécurité Sociale notamment.

Merci de votre attention.